**Castaner réhabilite la police vichyste**

jeudi 23 mai 2019 par [Coordination nationale de l’UJFP](http://ujfp.org/spip.php?auteur13419)

**L’Union Juive Française pour la Paix réclame la démission immédiate du ministre de l’intérieur Christophe Castaner, faisant preuve de révisionnisme, comme si la police du régime de Vichy n’avait pas existé.**

**Niant les faits avérés de milliers de violences policières et des blessures parfois graves qui les accompagnent, habitué à mentir publiquement comme en attestent ses propos concernant l’hôpital de la Salpêtrière, Christophe Castaner surenchérit en faisant cette fois-ci preuve de révisionnisme, réhabilitant la police vichyste comme s’il s’agissait de résistants.**

Pour rappel : c’est bien la police française qui s’est engagée d’elle-même dans la collaboration et qui a ordonné les jours funestes du 16 et 17 juillet 1942 où plus de 7000 policiers et gendarmes français participèrent à la rafle du Vel d’Hiv, déportant plus de 13 000 personnes vers les camps d’extermination. De la préfecture aux commissariats, les représentants de l’intérieur se sont positionnés comme exécutants de l’Allemagne Nazie avant même qu’elle ne le demande. La police française de cette époque est responsable de dizaines de milliers de morts.

Ce n’est pas la première fois que la République se retrouve face aux démons du passé : nous pouvons notamment faire référence au fait que le sinistre Maurice Papon, par la suite responsable du massacre des Algériens jetés dans la Seine en octobre 1961, a pu être nommé préfet de Paris par De Gaulle juste après la guerre ; ou encore lorsque René Bousquet, secrétaire général de la police vichyste ayant passé un accord direct avec l’officier de la section SS française Carl Oberg, fut protégé par son ami l’ancien président François Mitterrand, lui-même soupçonné de collaboration.

A la sortie de la guerre, seuls 68 policiers seront décrits comme « justes parmi les nations ».

Cette déclaration de Christophe Castaner n’est probablement pas anodine dans le contexte actuel. Il s’agit, une fois de plus, au mépris de l’histoire comme du présent de s’inventer des occasions de glorifier la police, dont Macron a fait le dernier rempart de son régime.

Plus que jamais, l’Union Juive Française pour la Paix réclame la démission immédiate du ministre de l’intérieur ainsi que des excuses publiques, pour ses propos révisionnistes qui relèvent potentiellement des Tribunaux.

[**Coordination nationale de l’UJFP**](http://ujfp.org/spip.php?auteur13419)